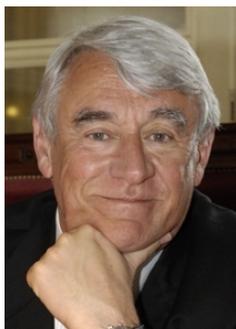


## ÉDITORIAL **Une politique résolue qui porte ses fruits**



CLAUDE GOASGUEN  
ANCIEN MINISTRE  
DÉPUTÉ-MAIRE DU 16<sup>e</sup>  
ARRONDISSEMENT

Bien que l'actuel statut de Paris prive les élus de la capitale de tout pouvoir de police, j'ai décidé depuis mon élection comme maire du 16<sup>e</sup> arrondissement que la sécurité serait une des priorités de mon équipe, et les résultats enregistrés justifient cette volonté. Ainsi avons-nous obtenu que le nouveau contrat de sécurité du 16<sup>e</sup>, que j'ai présenté le 15 mars devant l'assemblée plénière du Conseil de sécurité et de prévention de la délinquance, prenne d'abord en compte nos spécificités et nos priorités, qui diffèrent de celles des autres arrondissements.

Autres exemples : après plusieurs années d'efforts, nous avons réussi à faire venir dans le 16<sup>e</sup> le GPIS, l'organisme qui sécurise les logements sociaux. Nous venons d'apprendre que cette présence sera pérennisée et élargie, de nouveaux bailleurs ayant l'intention de faire appel aux services du GPIS dans leurs immeubles. Quant aux huit caméras supplémentaires de vidéoprotection attribuées l'an dernier au 16<sup>e</sup>, dont nous

avons choisi les secteurs d'implantation, sept d'entre elles sont désormais installées et opérationnelles. Petit à petit, notre action résolue pour la sécurité de tous porte ses fruits.

### Focus sur...

#### **La séance plénière du CSPDA**

Le mercredi 15 mars, la séance plénière annuelle du Conseil de sécurité et de prévention de la délinquance de l'arrondissement (CSPDA) s'est tenue à la mairie du 16<sup>e</sup>, sous la présidence de Claude Goasguen, député-maire. En ouvrant les débats, celui-ci a tenu à réaffirmer que la sécurité restait une de ses grandes priorités. Même s'il se félicite d'améliorations – encore fragiles – enregistrées sur certains « points chauds », Claude Goasguen a redit son inquiétude devant l'évolution de la situation aux alentours de la porte de Saint-Cloud, inquiétude largement partagée par les habitants du 16<sup>e</sup> sud.

Marie-Laure Arnaud-Guidoux, commissaire central de l'arrondissement, présenta ensuite l'évolution de la sécurité en 2016 dans le 16<sup>e</sup>. Même si l'on tient compte de la forte baisse de la délinquance en 2015, à la suite des attentats et du déploiement de l'opération Sentinelle, les chiffres 2016 ne sont pas bons : les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont augmenté de 15%, avec

2200 faits enregistrés contre 1920 l'année précédente ; les atteintes aux biens sont elles aussi en hausse, notamment les cambriolages, dont le nombre est passé de 780 à 860 (+10%). Seules satisfactions : une hausse de l'activité judiciaire, avec un taux de défèrement de plus de 40%, et une plus grande proportion d'affaires résolues, le taux d'élucidation ayant augmenté de 5%.

En deuxième partie de la réunion, Gérard Gachet, adjoint au maire, a présenté le nouveau contrat de sécurité de l'arrondissement, ce qui permit ensuite des échanges constructifs avec plusieurs personnes de l'assistance.



Elus et policiers à la tribune du CSPDA. (DR)

## L'action du GPIS pérennisée sur l'arrondissement



GÉRARD GACHET  
ADJOINT AU MAIRE  
CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ

Consacrée au 16<sup>e</sup>, la réunion qui s'est tenue le 22 mars au siège du Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (le GPIS, chargé de la sécurisation nocturne des grands immeubles sociaux) a permis de dresser un constat partagé par les élus, la police et les bailleurs : l'intervention du GPIS sur deux sites « sensibles » de l'arrondissement – le 183 Murat et Gros-Boulainvilliers – y a entraîné une amélioration sensible de la sécurité. Mais son action doit être pérennisée, ces progrès étant fragiles et réversibles.

Malgré la forte diminution (-83% !) de la subvention versée par la Ville de Paris au GPIS, ce dernier n'a donc pas l'intention de quitter le 16<sup>e</sup>. Et ce d'autant plus que de nouveaux bailleurs sociaux, apparemment convaincus par les résultats obtenus, auraient l'intention de recourir aux services du GPIS pour leurs immeubles situés dans l'arrondissement, en particulier dans le secteur de la porte de Saint-Cloud. Un « cercle vertueux » qui ne peut que profiter à l'ensemble des habitants du quartier.

### En bref... En bref... En bref...

**Centre d'hébergement.** Le 27 mars, Claude Goasguen a interpellé lors de la séance du Conseil de Paris le représentant du Préfet de Police pour savoir où en est l'enquête sur les deux mystérieuses tentatives d'incendie survenues en octobre dernier au centre d'hébergement de l'allée des Fortifications, et à propos desquelles le député-maire du 16<sup>e</sup> n'exclut pas des « provocations ». Le représentant de Michel Cadot s'est engagé à transmettre la question au Procureur de Paris, François Molins.

**Enquête de « victimation ».** Jusqu'au 29 avril, l'Insee réalise, en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, une enquête sur le cadre de vie et la sécurité, visant notamment à connaître les faits de délinquance dont les habitants ont pu être victimes. Quelques ménages seront sollicités dans le 16<sup>e</sup> par un enquêteur de l'Insee chargé de les interroger, qui sera muni d'une carte d'accréditation officielle. Merci de lui réserver le meilleur accueil.

**Nouvelles caméras.** Sur les huit caméras supplémentaires obtenues l'an dernier pour le 16<sup>e</sup> dans le cadre de l'extension du plan de vidéoprotection parisien, et dont les élus de l'arrondissement avaient réussi à faire modifier les emplacements prévus, sept sont désormais installées et reliées au centre de supervision. Notamment celles prévues boulevard Murat et près de l'îlot Gros-Boulainvilliers.

**La DPSP s'installe.** La circonscription ouest de la Direction de la prévention, de la sécurité et de la protection de la Ville de Paris, qui regroupe désormais les 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements, installera ses 150 agents dans de nouveaux locaux situés au sud du 17<sup>e</sup>, qui seront opérationnels cet été après 3 mois de travaux. Rappelons que la DPSP a pour mission essentielle de combattre les « incivilités », notamment les déjections canines et les jets de mégots, mais pas de lutter contre la délinquance et la criminalité.

**Résidence d'Auteuil.** Gérard Gachet, adjoint au maire du 16<sup>e</sup>, a organisé le 24 mars à la mairie une réunion de travail consacrée à la situation de la Résidence d'Auteuil, où un individu, pourtant expulsé de la résidence mais relogé ensuite par un autre locataire, impose aux résidents un climat fait d'insultes, de menaces et de violences. De hauts responsables de l'Immobilière 3F, gestionnaire de la résidence, et du commissariat central du 16<sup>e</sup> ont participé à cette réunion, au cours de laquelle des dispositions visant à ramener le calme dans l'immeuble ont été étudiées.

**16**, la lettre d'information *sécurité* du seizième arrondissement

Lettre mensuelle éditée par la Mairie du 16<sup>e</sup>  
Numéro 70 / avril 2017

Directeur de la publication : Claude GOASGUEN

Rédacteur en chef : Gérard GACHET

Conception et réalisation : Damien BARON

Contact : 01 40 72 16 13

**Pour recevoir cette lettre par Internet,  
inscrivez-vous sur <http://mairie16.paris.fr>**